

**DECRET N° 2012 -201/PRES/PM/MATDS/MEF/MFPTSS du 22 mars 2012 portant fixation du montant de détermination des conditions de paiement et modalités de répartition du capital décès des agents des collectivités territoriales. JO N° 13 DU 29 MARS 2012**

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

- VU** la constitution ;
- VU** le décret n°2011-208/PRES du 18 avril 2011 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU** le décret n°2011-237/PRES/PM du 21 avril 2011 portant composition du Gouvernement ;
- VU** la Zatu n°AN VII 0013/FP/PRES du 16 novembre 1989 portant institution et application d'un Code des personnes et de la famille au Burkina Faso ;
- VU** la loi n°55-2004/AN du 21 décembre 2004 portant Code Général des Collectivités Territoriales au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs ;
- VU** la loi n°027-2006/AN du 05 décembre 2006 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents des Collectivités Territoriales ;
- VU** le décret n°2011-329/PRES/PM/SGG-CM du 06 juin 2011 portant attributions des membres du Gouvernement ;

**Sur** rapport du Ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité.

**Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 22 février 2012 ;

**DECRETE**

-

-

**Article 1 :** En application des articles 170 alinéa 1 et 222 alinéa 2 de la loi n°27-2006/AN du 05 décembre 2006 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents des collectivités territoriales, le montant du capital décès, ses conditions de paiement et ses modalités de répartition entre les ayants droit de l'agent des collectivités territoriales sont fixés par le présent décret.

**Article 2 :** Aux termes du présent décret, le capital décès s'entend d'une contribution financière que la

collectivité territoriale apporte à la famille d'un agent décédé en activité, en détachement, en disponibilité, sous les drapeaux ou en suspension de contrat.

**Article 3 :** Le capital décès est versé aux personnes suivantes :

- conjoint légalement marié non séparé de corps ni divorcé du défunt ;
- enfants biologique et adoptif du défunt âgés de moins de 20 ans ou 26 ans s'ils poursuivent leurs études, ou sans limitation d'âge s'ils sont atteints d'une infirmité entraînant l'incapacité totale de travail ;
- en cas d'absence d'enfants et de conjoint non divorcé ni séparé de corps, le capital décès est versé en totalité à celui ou à ceux des ascendants du défunt qui étaient à sa charge au moment du décès.

**Article 4 :** Le capital décès est égal au dernier traitement annuel brut d'activité, à l'exclusion de toutes indemnités.

Il est réparti à raison de :

- 1/3 au conjoint non séparé de corps ni divorcé du défunt ;
- En ce qui concerne les fonctionnaires polygames, ce tiers (1/3) est réparti en parts égales entre les différentes veuves ;
- 2/3 aux orphelins cités ci-dessus en parts égales entre eux. Il est accordé en outre une majoration de douze mille (12 000) Francs CFA à chaque orphelin.

**Article 5 :** Le dossier de capital décès comporte les pièces suivantes :

- une demande manuscrite revêtue d'un timbre ;
- un acte de décès ;
- le dernier bulletin de paie ;
- l'acte de mariage ;

- l'acte de naissance du conjoint survivant et des orphelins mineurs ou toute personne ayant droit ;
- le procès verbal du conseil de famille.
- 

Les actes de mariage des conjoints doivent être établis antérieurement au décès du fonctionnaire, de même que les actes de naissance des enfants nés du vivant de l'agent.

-

**Article 6 :** Le dossier du capital décès est présenté à l'ordonnateur du budget de la collectivité territoriale dans un délai de quatre (4) ans à partir du décès du fonctionnaire, sous peine de prescription.

**Article 7 :** Le Ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité, le Ministre de l'économie et des finances et le Ministre de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le **22 mars 2012**

**Blaise COMPAORE**

-

Le Premier Ministre

**Beyon Luc Adolphe TIAO**

Le Ministre de l'administration territoriale,  
de la décentralisation et de la sécurité

Le Ministre de l'économie  
et des finances

**Jérôme BOUGOUMA**

**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**

Le Ministre de la fonction publique,  
du travail et de la sécurité sociale

**Soungalo Appolinaire OUATTARA**